



La Roquebrussanne

DEPARTEMENT DU VAR

# ARRETE MUNICIPAL PM-242-2024

## Portant autorisation de stationnement et circulation

Le Maire de la Roquebrussanne,

**VU** la loi n° 82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1 à L.2213-6 et L.2122-18.

**VU** le Code de la route, notamment ses articles L.325-1 à L.325-3, L.411-1 et R.411-5, R.411-8 et R.417-10,

**VU** l'arrêté préfectoral en date du 20 septembre 2002 relatif à la lutte contre les bruits de voisinage dans le département du Var,

**VU** l'arrêté municipal n°2020/080 du 23 mai 2020 portant délégation de fonctions et de signatures au 3<sup>ème</sup> adjoint, monsieur Jean-Pierre GOUJON,

**VU** l'arrêté municipale n°01/2022 en date du 16 novembre 2022 relatif aux règles de circulation et de stationnement,

**Considérant** la demande formulée le lundi 26 août 2024 par Monsieur FAURE Ludovic pour des réparations sur une gouttière sis – 89 Rue Georges Clémenceau à La Roquebrussanne,

**Considérant** qu'il y a lieu de prendre des mesures dans le but de garantir la sécurité de tous les usagers de la voie publique,

**Considérant** qu'il appartient au Maire de réguler l'utilisation de la voie publique afin d'éviter les conflits d'usages.

## ARRETE

### ARTICLE 1 :

Dans le cadre des réparations d'une gouttière menaçant de tomber monsieur FAURE Ludovic est autorisée à circuler et occuper le domaine public en stationnant un véhicule de type « Nacelle » n'excédant 19 tonnes sis 89 Rue Georges Clémenceau le jeudi 29 août 2024 de 08h00 à 12h00.

Le permissionnaire assurera par tous moyens la sécurité de l'ensemble des usagers.

**Le stationnement ne devra en aucun cas altérer la circulation des autres usagers.**

L'accès devra être libéré rapidement à la vue du passage des véhicules d'urgences.

### ARTICLE 2 :

Tout stationnement constaté comme étant gênant donnera lieu à la rédaction d'un procès-verbal d'infraction ainsi qu'à la mise en fourrière du véhicule par la Police Municipale, ou la Gendarmerie Nationale, conformément aux conditions prévues aux articles L325-1 à L325-3 et L417-10 du code de la route.

### ARTICLE 3 :

Le permissionnaire veillera à préserver les droits des tiers, sera et demeurera entièrement responsable de tous les incidents et accidents qui pourraient survenir du fait de son activité. Il veillera par tous moyens à la sécurité des usagers.

Il veillera à conserver le domaine public en parfait état de propreté pendant toute la période d'occupation.

En cas de détérioration et dégradation ou de salissures constatées, la Ville fera procéder aux travaux de remise en états aux frais exclusifs du permissionnaire.

**ARTICLE 4 :**

La présente autorisation est révocable à tout moment, sans indemnité, en cas de non-respect par le permissionnaire, des conditions précitées, ou pour une raison d'intérêt général.

Le présent arrêté n'octroie pas dérogation à l'arrêté préfectoral en date du 20 septembre 2002 relatif à la lutte contre les bruits de voisinage dans le département du Var.

**ARTICLE 5 :**

Le présent arrêté sera affiché en mairie où le public pourra le consulter aux heures d'ouverture.

**ARTICLE 6 :**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de monsieur le Maire, dans un délai de deux mois, à compter de sa notification et/ou publication. L'absence de réponse au terme de deux mois valant rejet implicite.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Toulon, dans un délai de deux mois, à compter de sa notification et/ou publication ou à compter de la réponse de la commune si un recours gracieux a été déposé.

**ARTICLE 7 :**

Monsieur le Maire de La Roquebrussanne, Monsieur le Commandant du Groupement de Gendarmerie du Var et la Police municipale de la commune de La Roquebrussanne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**ARTICLE 8 :**

Le présent arrêté est dispensé de transmission au représentant de l'Etat en application de l'article L.2131-2 et suivant du Code Général des Collectivités Territoriales. Il est exécutoire dans les conditions prévues par l'article L. 2131-1 dudit code.

Fait à La Roquebrussanne, le lundi 26 août 2024

Le Maire

Michel GROS

Et par délégation du Maire

Monsieur Jean-Pierre GOUJON, 3<sup>ème</sup> adjoint

